



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Pays : MADAGASCAR

Document de Projet

| | |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Titre du projet | Finance inclusive II |
| Effet UNDAF : | Une croissance économique inclusive, promue, favorable aux groupes vulnérables |
| Effet CPAP : | Les populations, les couches vulnérables en particulier, ont un accès amélioré au financement de leurs activités productives |
| Résultats attendus : | <ol style="list-style-type: none"> 1. Les cadres légal, réglementaire et institutionnel d'intervention des Institutions de Microfinance (IMF) sont opérationnels et performants ; 2. Le renforcement des capacités des ressources humaines des structures transversales, CSBF, CNMF, APU, et des IMFs est renforcé ; 3. Une offre accrue et viable de produits et services de microfinance adaptés aux besoins des groupes cibles et tenant compte de l'aspect genre est disponible dans les zones à potentialités ; 4. Une stratégie de communication est élaborée et mise en œuvre ; 5. La gestion du projet est effectuée selon les normes et les critères de qualité |
| Partenaire de Mise en Oeuvre : | Coordination Nationale de la Microfinance, Ministère des Finances et du Budget |
| Parties Responsables : | Unité de gestion de projet Prestataires PNUD, FENU |

Brève Description

Le présent projet fait suite à l'appui apporté par le PNUD au Secteur de la Microfinance, démarré en 2008.

Les actions à mettre en œuvre cadrent dans le contexte sociopolitique qui prévaut à Madagascar depuis la fin du mois de Janvier 2009. Ledit contexte a conduit à la déclaration de Madagascar comme « pays en situation spéciale de développement - SSD » par l'Equipe de pays du Système des Nations Unies, lors de sa réunion ordinaire du 22 avril 2009.

Aussi, le PNUD se propose-t-il d'intervenir en soutenant les populations les plus vulnérables et les plus démunies par des actions permettant de créer les conditions pérennes d'auto développement de ces populations. Par conséquent, seules les activités à caractère technique seront réalisées au cours de cette année 2009, tandis que les activités requérant des décisions politiques et dépendant des facteurs institutionnels seront reportées ultérieurement.

De ce fait, le présent projet, tout en aidant à faire face aux problématiques de développement rencontrées actuellement au niveau des communautés, contribuera à la préparation de « la reprise normale », à travers la conduite des grandes activités suivantes :

- Améliorer le cadre institutionnel de la CNMF en vue de son autonomisation ;
- Mettre en place la base de données de la microfinance et rendre opérationnelle ;
- Appuyer la mise en place et la performance des organes structurants (APU, HCNMF, CP) ;
- Elaborer le plan de renforcement des capacités des structures transversales et des IMF, et organiser les échanges d'expériences des meilleures pratiques du secteur ;
- Développer des produits et services financiers innovants dans les zones de concentration ;
- Mettre en place un Fonds de péréquation dans le Grand Sud du Pays ;
- Elaborer un mécanisme viable pour le refinancement des IMFs et rendre fonctionnel ;
- Elaborer et mettre en œuvre la Stratégie de communication ;
- Mettre en œuvre et assurer le suivi des résultats du projet.

Il permet également de réduire les délais de relance ultérieure et de faciliter la mise en œuvre des diverses aides des autres partenaires.

| | | | |
|------------------------------------------------|------------------|---------------------------------|-------------|
| Période du Programme : | 2008-2011 | Budget PTA 2009 : | 778,603 USD |
| Domaine de Résultats-clés (Plan Stratégique) : | 2 | Ressources totales requises : | 778,603 USD |
| Atlas Award ID : | | Total des ressources allouées : | |
| Date de début : | 15 juin 2009 | - Fonds PNUD (TRAC) : | 461,450 USD |
| Date de fin : | 31 décembre 2009 | - Fonds FENU : | 317,153 USD |
| Date de la revue du projet : | 19 janvier 2009 | Budget non financés : | - |
| Date de la décision SSD : | 22 avril 2009 | Contributions en nature | - |
| Arrangement de gestion : | NIM assistée | | |


Le Coordonnateur National de la Microfinance

Francis Blaise

Accepté par le Partenaire de Mise en Oeuvre :

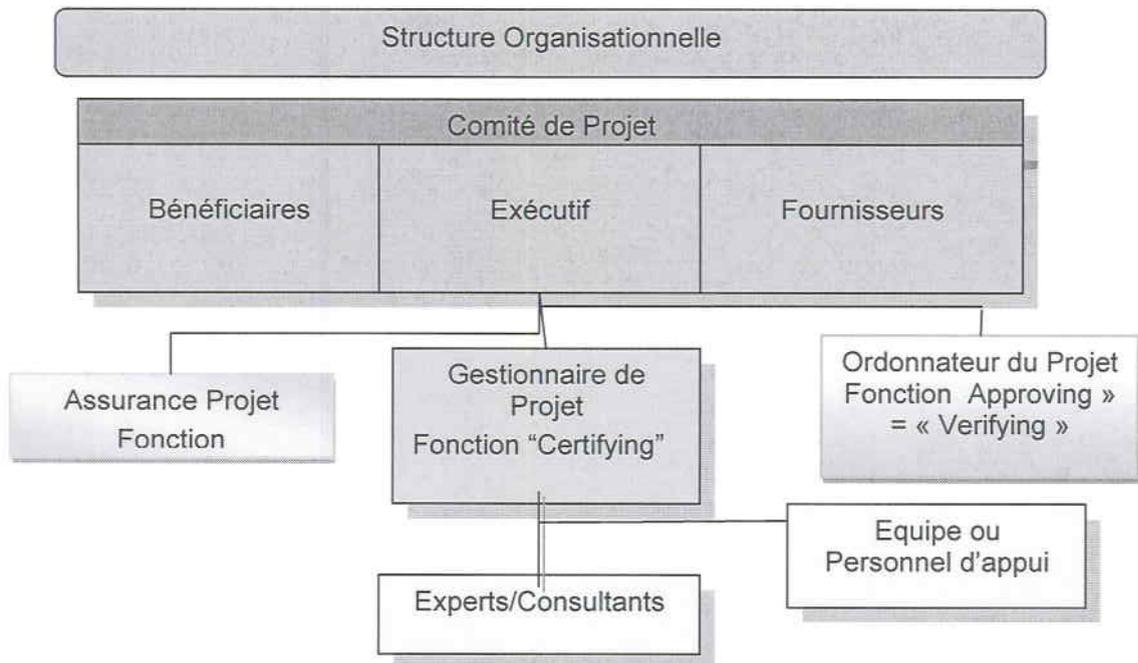


Accepté par le PNUD :

Corneille Agossou
 Représentant Résident Adjoint (P)

09 JUIN 2009

I. ARRANGEMENTS DE GESTION



1.1 Le partenaire de mise en œuvre est la Coordination nationale de la Microfinance.

1.2 Compte tenu du contexte socio-politique actuel, qui a conduit l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies à une adoption de « situation spéciale de développement », ¹ le partenaire de mise en œuvre du projet sera assisté par une unité de gestion de projet sous la supervision directe du PNUD.

1.3 Le Comité de Projet est la principale instance décisionnelle du projet, en charge des orientations du projet et de la validation de ses résultats. Il comprend les fonctions suivantes :

- L'Exécutif, qui préside le Comité de projet, est représenté par le Directeur Général du Trésor. La fonction de l'Exécutif est incompatible avec celle du Directeur National du Projet.
- Le Fournisseur principal est constitué des structures censées réaliser les produits du projet. A ce titre, il comprendra les représentants de toutes les parties responsables ;
- Les Bénéficiaires directs, qui sont les cibles, sont la Cellule de Coordination nationale de la Microfinance, les Organes structurants (APU, Comité de pilotage, HCNMF), les Institutions Finances de Microfinance et les Communautés de base.

En tant que tels, les cibles doivent être consultées sur les critères de qualité de la plupart des activités programmées.

¹ La note verbale concernant la SSD est en annexe.

Les Agences du Système des Nations Unies apporteront leurs expertises en tant que partenaires techniques selon leur spécialité et domaines respectifs.

1.4 Le Directeur National du projet est le Coordonnateur national de la Microfinance. Il est l'*Ordonnateur du projet*. Le Directeur National est désigné par le Partenaire de Mise en Œuvre pour assurer la mise en œuvre globale et pour veiller à la cohérence des actions du projet avec les politiques et orientations stratégiques sectorielles. Il doit aussi mobiliser les ressources pour l'atteinte des résultats du projet.

1.5 Le Gestionnaire du projet est le *certificateur du budget*. Par délégation du Directeur National du Projet, il est responsable de la coordination des activités du projet et assure l'atteinte des résultats dans le document de projet, suivant la norme de qualité requise.

1.6 Le rôle de Vérificateur de projet est assuré par l'Administrateur de Programme en charge du secteur de l'Emploi au sein du PNUD.

Les termes de référence du Comité de Projet, ainsi que les attributions respectives du Directeur national, du Vérificateur du Projet et du Gestionnaire du projet, sont détaillés en annexe du présent Programme de Travail Annuel.

Le Directeur National et le Gestionnaire du projet assurent conjointement la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau central qu'au niveau décentralisé et sont co-responsables de la qualité des résultats du projet. Ils sont redevables de l'utilisation efficiente et efficace des ressources, ainsi que de l'utilisation rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des procédures en vigueur. Ils sont assistés par un Responsable Administratif et Financier, qui a la responsabilité de veiller à l'observance des procédures administratives et financières applicables. En tant que tels, toutes les demandes d'avance ou paiement doivent revêtir leurs deux signatures ou celles de leurs intérimaires. Quant aux chèques émis sur le compte d'opération du projet, ils doivent revêtir au moins deux signatures, dont celle du Responsable Administratif et Financier.

1.7 Les remises d'espèces aux Partenaires de mise en œuvre se feront selon les dispositions du CPAP contenues dans les alinéas 6.4 à 6.9.

L'ensemble du personnel du projet est sous contrat PNUD et évalué selon les procédures du PNUD. Des formations seront organisées, selon les besoins, en vue du renforcement des capacités de l'équipe de mise en œuvre. *

Pour assister le partenaire de mise en œuvre, le PNUD fournit les services d'appui ci-après :

- (i) Identification et/ou recrutement du personnel pour le projet ;
- (ii) Identification et facilitation des activités de formation, des études et missions ;
- (iii) Achats de biens et services par le projet.

Ces services feront l'objet d'un recouvrement de coûts, conformément aux dispositions du paragraphe 9.3 alinéa 2 du CPAP, relatives au recouvrement des coûts directs.

Afin d'assurer une gestion financière saine des ressources du projet, les dispositions des paragraphes 7.5 à 7.8 du CPAP s'appliqueront.

1.8 Les présents arrangements de gestion sont transitoires et sont liés au contexte socio-politique actuel à Madagascar, ayant conduit à la déclaration de « Situation Spéciale de Développement (SSD) ». Ils peuvent être revus suivant l'évolution de la situation. Aussi, en cas de blocage des activités du projet dû à des dysfonctionnements au niveau de l'administration publique, le PNUD pourra, sur la seule signature du Représentant Résident ou de son délégué, autoriser les dépenses sur le projet, après en avoir informé le PMO par écrit.

▪ **Suivi et évaluation :**

Cf. dispositions des paragraphes 7.1, 7.2 et 7.4 alinéa 3 du CPAP.

II. CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Conformément aux politiques de programmation et aux procédures mentionnées dans le Guide de l'utilisateur du PNUD, le projet sera suivi de la façon suivante :

Dans le cadre du cycle annuel

- Sur une base trimestrielle, une évaluation de qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats-clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de la gestion de la qualité ci-dessous.
- Un journal des problèmes sera mis à jour régulièrement par le Facilitateur et activé dans ATLAS par l'Administrateur de Programme en charge du projet, afin de faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou les demandes de changements.
- Sur la base d'une analyse des risques initiale (cf. annexe 1), un journal des risques sera activé dans Atlas et régulièrement mis à jour, en passant en revue les facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter le projet.
- Sur la base de l'information ci-dessus enregistrée dans Atlas, un rapport trimestriel d'avancement (RTA) du projet sera soumis au Comité de projet à travers l'Assurance du projet, en utilisant le format standard de rapport disponible dans l'image instantanée de gestion (Executive snapshot).
- Un journal des leçons apprises sera activé et régulièrement mis à jour afin d'assurer un apprentissage actif et l'adaptation de l'organisation et pour faciliter la préparation du rapport des leçons apprises à la fin du projet.
- Un plan de suivi sera activé dans Atlas et mis à jour afin de suivre les actions et les événements de gestion du projet.

Annuellement,

- **Rapport annuel de revue.** Un rapport annuel de revue doit être préparé par le Facilitateur du Projet et partagé avec les membres du Comité de Projet. Comme exigence minimale, le Rapport annuel de revue devra consister à remplir le format standard du Rapport trimestriel d'activités, couvrant toute l'année, avec des informations mises à jour sur chacun des éléments mentionnés ci-dessus.
- **La revue annuelle du projet.** Sur la base du rapport ci-dessus, une revue annuelle du projet sera organisée durant le quatrième trimestre de l'année ou juste après, afin d'évaluer le progrès réalisé par le projet et pour valider le plan de travail pour l'année suivante. Durant la dernière année, cette revue sera la revue finale. Cette revue est conduite par le Comité de projet et doit impliquer d'autres parties prenantes, le cas échéant. Elle doit se focaliser sur la mesure dans laquelle des progrès sont réalisés par rapport aux produits retenus, lesquels restent alignés par rapport aux effets concernés.

Evaluation de projet

Une évaluation externe du projet sera effectuée au cours du dernier trimestre de mise en œuvre du projet selon des termes de références qui seront préparés au cours du trimestre précédent.

Au-delà de la mesure des simples résultats des activités, elle permettra la mesure des effets et impacts du projet dans la gestion des risques et des catastrophes au niveau des institutions nationales et des collectivités territoriales décentralisées appuyées (régions, districts, communes).

III. CADRE LEGAL

Ce document, avec le CPAP signé par le Gouvernement et le PNUD, qui en fait par référence partie intégrante, constituent ensemble un Document de Projet tel qu'a défini dans l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA) et toutes les dispositions du CPAP sont applicables à ce document.

En accord avec l'article III de l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA), la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde du partenaire de mise en œuvre, incombe au partenaire de mise en œuvre.

Le partenaire de mise en œuvre devra :

- a) mettre en place un plan de sécurité approprié et le maintenir, en prenant en considération la situation de la sécurité dans le pays de mise en œuvre du projet ;
- b) assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du partenaire de mise en œuvre, et la pleine exécution du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et d'en proposer des modifications si nécessaire. Le fait de ne pas mettre en œuvre et de tenir un plan de sécurité approprié tel qu'il est requis ci-après sera considéré comme une violation de cet accord.

Le partenaire de mise en œuvre s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu'aucun des fonds reçus en vertu de ce Document de Projet ne soit utilisé pour soutenir des personnes ou des entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires des sommes éventuellement fournies par le PNUD ci-dessous n'apparaissent pas sur la liste tenue par le Comité du Conseil de Sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste est accessible au <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm> . Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance ou les sous-accords conclus dans le cadre de ce Document de Projet.

ANNEXES

Tableau des risques.

Termes de référence du Comité de Projet

Termes de référence des personnes-clés.

| Résultats attendus | Sous-produits | N° | Liste des résultats d'activité avec les actions associées | CHRONOGRAMME | | | | Parties Responsables | BUDGET PLANIFIÉ | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|----|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-----------------|-----------------------------|----------------|-----------------------|-------|---------------------------|--------|----------------------|------|-----------------------------|--------|
| | | | | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | | Source de fonds | Description du budget | Montant (\$US) | | | | | | | | |
| | | | | Diagnostique institutionnel de la CNMF, en vue de son autonomisation | | | | | | | | | | | | | | | |
| 231. Les cadres légal, réglementaire et institutionnel d'intervention des Institutions de MicroFinance (IMF) sont opérationnels et performants % d'IMF se conformant aux dispositifs réglementaires en vigueur Base 2006: 27% Cible 2009: 70% | 2312. Le cadre institutionnel d'intervention est en place et opérationnel | 23,123 | 1. Le rapport diagnostic est validé - Elaborer les TDR - Lancer l'appel d'offre+D20 - Recruter le consultant - Organiser l'atelier - Valider le rapport 2. Le mandat de la CNMF est actualisé - Revisiter le mandat de la CNMF - Valider le mandat en atelier - Préparer l'organisation de la CNMF (organigramme et TDR du personnel) - Préparer les étapes du repositionnement (note technique) - Négocier avec le MEFB | | | X | X | Unité gestion Projet | PNUD | 72100 Contract. Serv. Comp. | 5,000 | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | 74200 Aud. Vis. Print | 1,500 | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | 74500 Misc. | 500 | | | | | | |
| | | | | TOTAL 1 | | | | | | | | 7,000 | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | X | X | Unité gestion Projet | PNUD | 74200 Aud. Vis. Print | 1,000 | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | 74500 Misc. | 500 | | | | |
| | | | | TOTAL 2 | | | | | | | | | | 1,500 | | | | | |
| | | | | TOTAL 23121 | | | | | | | | | | 8,500 | | | | | |
| | | | | | | 23,124 | Opérationnalisation de la nouvelle organisation de la CNMF 1. Des outils de planification sont en place (plan de formation, plan de développement à moyen et long terme) - Elaborer les termes de références - Lancer l'appel d'offre - Recruter le consultant - Suivre les prestations - Valider le plan en atelier avec le Comité de pilotage 2. Les matériels et équipement sont en place - Elaborer les spécifications techniques des matériels et équipements - Lancer les appels d'offres - Signer les contrats - Procéder à la réception technique - Transférer les équipements 3. Une convention est signée avec la CNMF - Définir les livrables clés - Préparer le projet de convention - Suivre les résultats - Evaluer la convention | | | | | | | X | X | Unité gestion Projet | PNUD | 72100 Contract. Serv. Comp. | 10,000 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | 74500 Misc. | 500 | | | | | | | | |
| TOTAL 1 | | | | | | | | | 12,000 | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | X | X | Unité gestion Projet | PNUD | | | 72200 Equipment | 5,000 | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | 72800 Inform. Techn. Equ. | 20,000 | | | | |
| TOTAL 2 | | | | | | | | | 25,000 | | | | | | | | | | |
| TOTAL 23122 | | | | | | | | | 42,200 | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | Unité gestion Projet | PNUD | 74500 Misc. | 200 | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | 72600 Grant | 5,000 | | | | |
| TOTAL 3 | | | | | | | | 5,200 | | | | | | | | | | | |
| TOTAL 23122 | | | | | | | | 42,200 | | | | | | | | | | | |

| Etude sur l'amélioration de l'accès des IMF au refinancement | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|---|---|-------------|----------------------------------|---------|
| 23,461 | viable pour le refinancement des IMF élaboré et fonctionnel | 1. L'étude pour le refinancement des IMF est validée | | | | | X | X | PNUI | 71200 International Consult. | 20,000 |
| | | - Elaborer les TDR | | | | | | | | | |
| | | - Lancer l'AO | | | | | | | | 71400 Contract. Serv | 2,500 |
| | | - Recruter les consultants | | | | | | | | 72500 Supplies | 100 |
| | | - Faire le suivi des prestations | | | | | | | | 73100 Rent. Maint. | 150 |
| | | - Organiser un atelier de restitution et de validation | | | | | | | | 74500 Misc. | 400 |
| | | | | | | | | | TOTAL 1 | | 23,150 |
| | | | | | | | | | TOTAL 23461 | | 23,150 |
| 23,464 | | Forum des partenaires techniques et financiers (PTF) | | | | | | | | | |
| | | 1. Les résultats de l'étude sont suivis et évalués dans le cadre d'un Forum | | | | | X | X | PNUI | 71400 Contract. Service Individ. | 3,000 |
| | | - Elaborer les TDR | | | | | | | | | |
| | | - Lancer l'AO | | | | | | | | | |
| | | - Recruter un Consultant pour appuyer dans les préparatifs du Forum | | | | | | | | 71600 Travel | 1,500 |
| | | - Développer les outils et kits de communication spécial forum | | | | | | | | 74200 Audi. Vis. Print | 5,000 |
| | | - Mener des actions de lobbying de pré-forum auprès des PTF | | | | | | | | 74500 Misc. | 1,500 |
| | | | | | | | | | TOTAL 1 | | 11,000 |
| | | | | | | | | | TOTAL 23464 | | 11,000 |
| 23,465 | | Renforcement des IMF dans le cadre du Fonds de Renforcement Institutionnel et Financier (FRIF) | | | | | | | | | |
| | | 1. Les contrats de performance avec les IMF partenaires sont suivis | | | | | X | X | PNUI | 71400 Contract. Service Individ. | 3,500 |
| | | - Suivre le remboursement du capital et intérêt | | | | | | | | | |
| | | - Transmettre les pièces de remboursement au FENU | | | | | | | | | |
| | | - Suivre l'atteinte des objectifs contractuels | | | | | | | | | |
| | | - Effectuer une mission de suivi sur terrain par IMF | | | | | | | | | |
| | | - Elaborer les rapports trimestriels de suivi des investissements | | | | | | | | | |
| | | - Instruire les nouveaux dossiers de demande d'appui | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | TOTAL 1 | | 156,600 |
| | | | | | | | | | TOTAL 23465 | | 156,600 |
| | | | | | | | | | Total 2346 | | 190,750 |
| | | | | | | | | | TOTAL 234 | | 258,150 |
| 23511 | 2351. La stratégie est élaborée | Définition des axes stratégiques de communication et plan d'actions | | | | | | | | | |
| | | 1. Le Document "Plan Stratégique de communication de la MicroFinance à Madagascar" est disponible | | | | | X | | PNUI | 74200 Audi. Vis. Print | 1,500 |
| | | - Organiser l'atelier de validation du plan stratégique de communication du secteur | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | Total 2 | | 1,500 |
| | | | | | | | | | TOTAL 23511 | | 1,500 |
| | | | | | | | | | Total 2351 | | 1,500 |
| 235 | 235 Une stratégie de communication est élaborée et mise en œuvre | | | | | | | | | | |

| Développement et mis en œuvre des outils de communication | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---|---|---|---|----------------------|----------------------|------------------------|----------------------------------|--------|
| 23521 | 1. Le Document de MicroFinance 2003-2007 est édité en français et en anglais - Recruter un Consultant pour traduire le Document en anglais (pm - réalisé en T1 - 2009) - Organiser un point de presse et une cérémonie de lancement officiel des documents - Diffuser les documents auprès des partenaires | X | X | X | X | X | Unité gestion projet | PNUD | 74200 Audi. Vis. Print | 1,500 | |
| | | TOTAL 1 | | | | | | | | | |
| | | X | | | | | | Unité gestion projet | PNUD | 71400 Contract. Service Individ. | 3,000 |
| | | TOTAL 2 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | Unité gestion projet | PNUD | 74200 Audi. Vis. Print | 5,000 |
| | | TOTAL 2 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | Unité gestion projet | PNUD | 71600 Travel | 2,000 |
| | | | | | | | | Unité gestion projet | PNUD | 72100 Contract. Serv. Comp. | 10,000 |
| | | TOTAL 2 | | | | | | | | | |
| | | TOTAL 23521 | | | | | | | | | 18,000 |
| TOTAL 23521 | | | | | | | | | 28,300 | | |
| 23522 | Evaluation périodique de la mise en place | TOTAL 1 | | | | | | | | | |
| | | TOTAL 23522 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | Unité gestion projet | PNUD | 74200 Audi. Vis. Print | 1,000 |
| | | | | | | | | Unité gestion projet | PNUD | 74500 Misc. | 400 |
| | | TOTAL 1 | | | | | | | | | 1,400 |
| TOTAL 23522 | | | | | | | | | 1,400 | | |
| TOTAL 23522 | | | | | | | | | 29,700 | | |
| TOTAL 235 | | | | | | | | | 31,200 | | |

PLANIFICATION PLURIANNUELLE 2008-2011 Projet Finance Inclusive (PFI)

EFFET UNDAF

23. Les populations, les couches vulnérables en particulier, ont un accès amélioré au financement de leurs activités productives
Taux de pénétration du secteur de la microfinance (accroissement 10%, base 2006)

| Produits | Sous-produits | Indicateurs | Activités | Entités Responsables | | | | | Années de réalisation | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------|------|------|------|-----------------------|------|------|--|--|--|--|--|
| | | | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | | | | | |
| 231. Les cadres légal, réglementaire et institutionnel d'intervention des IMF sont opérationnels et performants | 2311. Le cadre légal et réglementaire est opérationnel | % d'IMF se conformant aux dispositifs réglementaires en vigueur base ligne 2006: 27% cible 2011:100 % | 23111. La CSBF est accompagnée dans l'élaboration et la publication des instructions et circulaires manquant pour la loi | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23112 Des IMF sont formées sur les dispositifs de la loi | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23113 L'état des lieux de la situation des IMF est réalisé | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23114 La mise en œuvre des recommandations de l'état des lieux est suivi et réalisée | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23115. Évaluer l'ensemble des textes sur la microfinance | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23121. La SNMF alignée au MAP est adoptée par le Gouvernement | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23122. Les fonds pour financer la mise en œuvre de la SNMF sont mobilisés | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23123. Le diagnostic institutionnel de la CNMF en vue de son autonomisation est réalisé: - Faire le diagnostic et valider le rapport - Mettre en place la nouvelle organisation de la CNMF | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23124. La nouvelle organisation de la CNMF est opérationnelle: - actualiser le mandat - Mettre en place la nouvelle organisation de la CNMF | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23125. Une base de données sectorielle est mise en place au sein de la CNMF | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23126. Les organes structurants sont mis en place - Réaliser une étude pour la mise en place de l'APU - Mettre en place l'APU | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |
| | | | 23127. La contribution à l'opérationnalisation de la centrale des risques de la microfinance est assurée | CNMF Unité gestion Projet | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|--|--|--|--|--|
| <p>234. Une offre accrue et viable de produits et services de microfinance adaptés aux besoins des groupes cibles est disponible dans les zones de concentration</p> <p><i>Taux d'accroissement des crédits offerts par les IMFs (base 2007, cible : 50%)</i></p> | <p>2341. Les études sur les besoins de services financiers dans les zones de concentration sont réalisées</p> | <p>Rapport d'étude Cahier de charges</p> | <p>23411. La collecte et la synthèse des études disponibles dans les deux zones sont réalisées</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>CP,AP, PNUD-FENU</p> | | | | | |
| | <p>23412. Les perspectives générales de développement de l'offre de services financiers dans les régions faiblement couvertes sont définies (Melaky, Betsiboka, Atsimo Atsinana)</p> | | <p>23412. Les perspectives générales de développement de l'offre de services financiers dans les régions faiblement couvertes sont définies (Melaky, Betsiboka, Atsimo Atsinana)</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>CP,AP, PNUD-FENU</p> | | | | | |
| | <p>23413. Réaliser une étude pour identifier les besoins en services financiers</p> | | <p>23413. Réaliser une étude pour identifier les besoins en services financiers</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>CP,AP, PNUD-FENU</p> | | | | | |
| | <p>23414. Les contraintes et défis pour l'implantation durable de structures de microfinance dans les régions concernées sont identifiées et évaluées.</p> | | <p>23414. Les contraintes et défis pour l'implantation durable de structures de microfinance dans les régions concernées sont identifiées et évaluées.</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>CP,AP, PNUD-FENU</p> | | | | | |
| | <p>23415. Elaborer un cahier des charges selon les résultats de l'étude</p> | | <p>23415. Elaborer un cahier des charges selon les résultats de l'étude</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>CP,AP, PNUD-FENU</p> | | | | | |
| | <p>23416. Des IMF sont sélectionnées sur la base du cahier de charges et d'un appel à proposition</p> | | <p>23416. Des IMF sont sélectionnées sur la base du cahier de charges et d'un appel à proposition</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>CP,AP, PNUD-FENU</p> | | | | | |
| | <p>2342. Un diagnostic organisationnel et financier des IMFs est effectué (Conclure des conventions de partenariats avec les IMFs)</p> | <p>Besoins des groupes cibles identifiés Rapport d'évaluation</p> | <p>23421. Des conventions pour l'implantation des IMF sont signées</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>CP,AP, PNUD-FENU</p> | | | | | |
| | <p>2343. Des produits et services financiers innovants développés par les IMFs dans</p> | | <p>23422. Le plan de renforcement des capacités des IMF partenaires est réalisé</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>IMF</p> | | | | | |
| | | | <p>23423. Les conventions sont suivies et évaluées</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>CP,AP, PNUD-FENU</p> | | | | | |
| | | | <p>23424. L'impact des conventions sur le renforcement des capacités est évalué</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>IMF</p> | | | | | |
| | <p>2343. Des produits et services financiers innovants développés par les IMFs dans</p> | <p>Nombre de femmes bénéficiaires du produit CAE</p> | <p>23431. Les besoins en développement de nouveaux produits, intégrant le genre, sont identifiés</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>IMF, PNUD-FENU</p> | | | | | |
| | | | <p>23432. Les processus de développement de nouveaux produits sont facilités</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>PST, IMF</p> | | | | | |
| | | | <p>23433. La mise en œuvre des conventions, relatives au développement de nouveaux produits intégrant le genre, avec les IMF partenaires est suivie</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>PNUD-FENU, IMF, PST</p> | | | | | |
| | | | <p>23434. Une stratégie de consolidation et de développement du CAE, intégrant le genre, est mise en place</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | | | | | | |
| | <p>2344. Une étude sur la mise en place de fonds de péréquation réalisée et les recommandations annuées</p> | <p>Etude réalisée</p> | <p>23441. Une étude d'opportunité en vue de la mise en place d'un fonds de péréquation est réalisée: - pré faisabilité, différentiel de coût et</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>IMF</p> | | | | | |
| | | | <p>23442. Les résultats de l'étude sont diffusés</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>CP</p> | | | | | |
| | | | <p>23443. Le fonds est mis en place</p> | <p>CNMF Unité gestion Projet</p> | <p>IMF</p> | | | | | |

K

R

| | | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------------|----------------|
| 2345. Les fonds multi-bailleurs sont en place et les mécanismes d'accès sont révisés | Etude réalisée Montant des fonds mobilisés | 23451. Une plateforme de concertation avec les différents PTF est mis en place | CNMF Unité gestion Projet | CP | | | |
| 2346. Un mécanisme viable pour le refinancement des IMF's élaboré et fonctionnel | Nombre de bénéficiaires de crédit | 23452. Une étude pour la mise en place d'un fonds d'appui institutionnel est réalisée 23453 Mettre en place le fonds multi-bailleurs 23461. Une étude sur l'amélioration de l'accès des IMF au refinancement est réalisée 23464. Les résultats de l'étude sont suivis et évalués dans le cadre d'un forum 23465. Les IMF sont appuyées et renforcées dans le cadre du FRF | CNMF Unité gestion Projet CNMF Unité gestion Projet CNMF Unité gestion Projet CNMF Unité gestion Projet | CP, PNUD-FENU CP, Bailleurs CP, PST, PNUD-FENU CP, AP FENU, IMF | | | |
| 235. Une stratégie de communication est élaborée et mise en oeuvre | Documents de stratégie et outils | 23511. Les axes stratégiques de communication sont définis et le plan d'actions est disponible 23521. Les outils de communications sont développés et mis en oeuvre 23522. La mise en place est évaluée de façon périodique | CNMF Unité gestion Projet CNMF Unité gestion Projet CNMF Unité gestion Projet | PNUD-FENU, PST | | | |
| 236; Le Projet Finance Inclusive est mis en oeuvre | Rapport d'activités Rapport d'audit Rapport de revue | 2361. Un appui technique et opérationnel est apporté dans la mise en oeuvre du Projet 23611. L'expertise technique et opérationnel est assuré 23612. L'appui logistique est effectif 23613. La performance du projet est suivie et évaluée 23614. La sécurité est effective | CNMF Unité gestion Projet CNMF Unité gestion Projet CNMF Unité gestion Projet CNMF Unité gestion Projet | PNUD-FENU PNUD-FENU PNUD-FENU PNUD-FENU | | | |
| IMF : Institution de Microfinance PTF : Partenaire Technique et Financier CNMF : Coordination Nationale de la Microfinance FRIF : Fonds de Renforcement Institutionnel et Financier CSBF : Commission de Supervision Bancaire et Financière CAE : Crédit Avec Education APU : Association Professionnelle Unique AP : Association Professionnelle | SNMF : Stratégie Nationale de Microfinance PST : Prestataire de Services Techniques HCNMF : Haut Conseil National de la Microfinance PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement FENU : Fonds d'Équipement des Nations Unies | | TOTAL PAR AN (\$US) | | 511 173 | 778 603 677 950 | 570 950 |
| | | | TOTAL GLOBAL (\$US) | | | 2 538 676 | |



Cornelle Agossou
Représentant Résident Adjoint (P)



Le Coordonnateur National
des Financements à la Microfinance
A Francis Eleise

09 JUN 2009



Système des Nations Unies

Bureau du Coordonnateur Résident

NOTE VERBALE SUR LES MODALITES DE GESTION DES OPERATIONS ET DES PROGRAMMES EN SITUATION DE DEVELOPPEMENT SPECIAL

Depuis le 17 mars 2009, Madagascar vit dans une situation de crise politique caractérisée par une prise de pouvoir anticonstitutionnel. D'un côté, le régime de fait n'est pas reconnu par la communauté internationale ; il souffre de légalité, de légitimité et de représentativité. Les structures étatiques sont remplacées par des organes de transition : les deux Chambres du Parlement sont dissoutes. Les nominations de nouveaux hauts responsables, de hauts fonctionnaires et de techniciens sont en cours. De l'autre côté, les Légalistes procèdent à la constitution d'un autre Gouvernement.

En ligne avec les instructions du Département des Affaires Politiques, les différentes opérations relatives aux projets de développement qui se font en période normale avec les institutions gouvernementales sont devenues difficiles du fait de la non reconnaissance du gouvernement de transition par la communauté internationale. L'Equipe de pays réalise qu'elle ne peut mener les actions comme à l'accoutumée et constate les multiples contraintes dans la gestion quotidienne de ses opérations et programmes. L'Equipe de pays s'est réunie le 09 Avril et a décidé de réfléchir sur les modalités qui lui permettent de mener les actions humanitaires destinées aux couches les plus vulnérables et de poursuivre les actions de développement jugées prioritaires.

Le 22 avril, l'Equipe de pays définit la situation de Madagascar comme «pays en situation spéciale de développement». Selon cette modalité prévue par les dispositions relatives à la gestion des programmes du PNUD (voir copie en annexe), les dispositions suivantes sont prises, sous réserve pour chaque agence de les faire valider par son bureau régional ou Siège :

- Les documents de projets et plans de travail conformes aux CPAP et autres descriptifs de programmes adoptés avant l'avènement du régime de transition seront signés désormais par les seuls représentants des agences ou leurs mandataires. Les projets ainsi signés seront mis en œuvre directement par les agences concernées.
- Les achats et les recrutements sur les projets déjà signés ou à venir se feront directement par les agences elles-mêmes. Par conséquent, les contrats concernés seront signés par les agences.
- La sécurité du staff ainsi recruté doit se conformer au MOSS
- La capacité du staff des agences sera renforcée pour mieux répondre aux nouvelles modalités de gestion

- Compte tenu des risques accrus qui pèsent sur les ressources mises à disposition par les agences au profit des partenaires nationaux, l'impact de la situation sociopolitique actuelle sur l'application du HACT sera évalué par un groupe de travail ad hoc afin de définir les mesures à prendre en la matière.

Les nouvelles dispositions prennent effet à compter de la signature de la présente note et ce, pour une période de trois mois, à l'issue de laquelle une évaluation de la situation sera faite. Si la crise sociopolitique perdure, elles peuvent être prolongées pour une période supplémentaire de trois mois sur autorisation des bureaux régionaux, et de 6 mois sur approbation de l'Administrateur Associé.